

Les membres suivants, Fabrice Appels (HAI), Jean-Marie Bellefroid remplaçant Alain Vincent (LGE), Paul Groos (LUX), Gérard Trausch (NAM), Yves Van Wallendael (BBW) et Jean-Pierre Delchef (président CDA) sont conviés à la réunion de la Commission Législative pour débattre des points suivants.

#### **A. Approbation du PV de la réunion précédente.**

PV de la dernière réunion de bureau du 23/06/2018 est approuvé.  
Approbation de la version 2018-2019 du R.O.I.

#### **B. Analyse de l'Ordre du jour de l'AG Extraordinaire du 06/09/2018**

Le Président Delchef exprime le sentiment d'incompréhension du CDA suite au vote positif (16/28), mais peu convaincant à ses yeux, du rapport annuel du CDA, présenté lors de la l'AG du 28 juin dernier.

Il demande aux différents représentants de la CL d'exprimer les motivations justifiant ce vote.

Un tour de table franc et direct, permet d'analyser et d'expliquer les différents dossiers et ressentis. Cette discussion constructive semble répondre à l'ensemble des questionnements des participants.

Le CDA a estimé impératif de convoquer une AG extraordinaire à ce sujet.

A l'unanimité, les membres de la CL exprime leurs réserves voire leurs désaccords sur la tenue d'une AG Extraordinaire sur base des éléments invoqués.

Le Président Delchef reviendra vers la CL afin de confirmer ou non l'AG Extraordinaire du 06/09/2018, après avoir fait rapport de cette réunion aux membres du CDA.

#### **C. Divers / Agenda**

Prochaine réunion le mercredi 10/10/2018 à 16.00 heures

Autres dates :

Mercredi 07/11/2018 : Commission Législative

Samedi 24/11/2018 : Assemblée Générale

Réunion clôturée à 19h30

Président : Fabrice APPELS – Secrétaire : Paul GROOS

#### **Epilogue**

Après avoir reçu confirmation de la tenue de l'AG Extraordinaire, la CL a proposé, à chaque groupement de Parlementaires, de répondre d'une seule voix lors de cette AG.

Un texte sera lu lors de l'AG Extraordinaire par Fabrice APPELS, Président de la CL et ce au nom de l'ensemble des Parlementaires de l'AWBB. Aucune autre intervention des Parlementaires n'est programmée.